

Discours prononcé par Franck RIESTER

Congrès Fondateur d'AGIR

Dimanche 16 septembre 2018 - Montévrain

Chers amis,

Aujourd'hui, 16 septembre 2018, ensemble, nous fondons un nouveau parti politique : agir_ la droite constructive.

C'est un geste fort, c'est un acte audacieux, c'est une décision collective et je voudrais, au nom des co-fondateurs, vous remercier pour votre présence, pour votre mobilisation et merci à vous !

Vous êtes venus des quatre coins de la France, et même de plus loin, pour ce jour décisif qui voit la naissance de ce nouveau parti politique.

Merci cher Alain Juppé d'être à nos côtés. Dans cette salle, nombreuses et nombreux sont ceux qui se sont engagés politiquement, au sens noble du terme, à tes côtés, au RPR puis à l'UMP, parti que tu as créé avec Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, avec Jean-Pierre Raffarin et Xavier Bertrand.

Jean-Pierre qui était d'ailleurs présent à l'ouverture de nos travaux et que je remercie et salue une nouvelle fois, lui qui souhaite toujours mettre l'expérience au service de la relève.

Et Xavier Bertrand, on vient de l'entendre, pour qui il était important de nous adresser un message amical de rassemblement.

J'ai d'ailleurs une pensée chaleureuse, ici en Seine-et-Marne, en Ile-de-France, pour Valérie Pécresse, je voudrais qu'on l'applaudisse.

C'est un grand honneur pour nous que tu sois là, cher Alain. Merci de ton soutien et de ton amitié.

Et, permettez-moi, chers amis, en ce moment, de saluer les co-fondateurs avec lesquels, depuis plusieurs mois, nous préparons ce grand jour :

Que de réunions, que d'échanges, que de réflexions et d'interrogations mais surtout que d'espoirs partagés !

Je me rappelle de ce moment où nous avons pris la décision de créer un groupe politique spécifique à l'Assemblée Nationale, avec nos amis et partenaires centristes de l'UDI, pour fonder le groupe des constructifs.

Je me rappelle l'écho immédiat et spontané que cela a suscité. C'est une véritable force militante qui a jailli. Elle nous a renforcé dans notre détermination à défendre nos valeurs malgré les réticences et les obstacles.

Merci à vous ! Chers amis, nous avons créé des liens très forts entre nous, nous formons une équipe soudée, consciente de l'ampleur de la tâche mais déterminée et enthousiaste.

Car, comme vous, ce qui nous rassemble et nous anime, c'est l'engagement, c'est la volonté d'agir, de nous mettre au service de nos idées, de nos valeurs, au service des autres, d'améliorer le quotidien de nos compatriotes, de porter un espoir de changement, cette volonté de faire bouger les lignes, de rendre la société plus juste et notre pays plus fort, cet engagement politique, nous l'avons en commun, mes chers amis, nous, militants, sympathisants, élus, nous qui fondons aujourd'hui ce nouveau parti politique : AGIR !

Agir ! Nous n'avons pas choisi ce nom par hasard.

Agir, Hannah Arendt le soulignait, exprime la volonté de prendre une initiative, d'entreprendre, de mettre en mouvement, comme l'indique le mot grec « archein », qui signifie commencer, guider, gouverner.

Cela traduit parfaitement notre conviction : nous devons faire émerger quelque chose de nouveau, nous devons collectivement initier un mouvement pour faire vivre les valeurs et les idées auxquelles nous avons toujours cru, celles qui présidèrent à la création de l'UMP, cher Alain, celles à l'origine de ce grand espoir, né lors de l'élection présidentielle de 2007, celles que nous devons défendre et promouvoir aujourd'hui, celles de la droite pro-européenne, libérale et humaniste.

Agir est LA réponse à la décomposition de la droite et à la recomposition du paysage politique français.

L'incapacité des Républicains à s'unir contre la menace de l'extrême-droite et d'appeler clairement à voter Emmanuel Macron au second tour de l'élection présidentielle pour faire barrage au Front national, a jeté sur LR un discrédit profond.

N'oublions jamais le combat de Jacques Chirac et des pères fondateurs de l'UMP contre l'extrême-droite. En oubliant que la lutte contre les extrêmes était constitutive de la droite républicaine, en s'enfermant dans des calculs politiques à l'heure des choix, LR a renié ses fondements et perdu toute sa crédibilité.

L'élection du nouveau président des Républicains n'a fait que prolonger et accentuer ce reniement. LR est engagé dans une dérive identitaire, autoritaire et populiste, initiée et soutenue par celles et ceux qui veulent faire semblant d'ignorer les conséquences à long terme d'une telle stratégie.

L'alliance des idées, largement engagée entre les Républicains et le Rassemblement national de la famille Le Pen, conduira nécessairement et mécaniquement à l'alliance politique. Feindre de l'ignorer est irresponsable.

LR est aujourd'hui corseté, arrimé aux ambitions de son nouveau président et flirte toujours plus dangereusement avec les idées de la droite extrême en utilisant sa rhétorique et son vocabulaire : obsession identitaire, dénonciation des élites et des médias, sectarisme, rejet du libéralisme, sont autant de postures dans lesquels nous ne nous reconnaissons pas, et je dois le dire, qui causeront la perte des Républicains.

Nous ne laisserons pas les populistes confisquer la droite !

En effet, de nombreux militants et sympathisants de droite ont le sentiment depuis plus d'un an, de ne plus être représentés. Ils ont le sentiment que le socle de valeurs sur lequel s'appuyait la droite a disparu. Ils ont le sentiment que les idées historiques de la droite républicaine ne sont plus incarnées à la tête des LR.

Ce qu'ils nous disent sur le terrain est clair : ce ne sont pas eux, ni leurs convictions qui ont changé, mais le parti pour lequel ils avaient tant donné. Ils se sentent trahis.

C'est pour répondre à l'appel de ces orphelins de la droite républicaine que nous avons créé Agir.

Mes chers amis, la création d'un nouveau parti politique est la seule façon de s'assurer que nos idées continueront d'être défendues.

Comme le disait sir Winston Churchill, « certains changent de convictions pour l'amour de leur parti, moi je change de parti pour l'amour de mes convictions. »

Nous l'avons vu ces derniers mois, les volontés de changer la ligne politique de LR de l'intérieur, sont vouées à l'échec. Regardons la réalité en face : c'est du temps perdu et de l'énergie gaspillée.

Une seule solution : créer un parti de droite fidèle à nos valeurs.

D'autre part, si Emmanuel Macron a réussi à faire venir à lui des Français de droite comme de gauche lors de l'élection présidentielle, nous ne croyons pas à la possibilité de rassembler ces cultures politiques dans un seul et même parti. Nous refusons de dissoudre notre ADN politique dans la république en marche, ce parti fourre-tout.

Une seule solution : s'engager et se mobiliser avec force dans un nouveau parti de droite. Le parti de la droite moderne, populaire, modérée et réformatrice : Agir !

Alors mes chers amis, ensemble, nous appelons toutes celles et ceux qui partagent nos convictions à nous rejoindre.

Nous avons le devoir de rester libres et indépendants, pour ne jamais cesser de défendre nos convictions. Pour autant, les Français attendent de leurs élus une démarche constructive.

Ils nous demandent de dépasser les clivages, de toujours faire passer l'intérêt général avant les intérêts partisans. Il en va de notre responsabilité.

Être constructif, c'est notre éthique d'engagement.

Nous devons faire de ce quinquennat, mes chers amis, une réussite pour la France. C'est ce que nous avons fait, en soutenant la courageuse réforme de la SNCF. Nous l'avons soutenue, non pas parce qu'elle venait de ce gouvernement, même si nous reconnaissons avec le Premier ministre Edouard Philippe une volonté de réformer le pays, mais parce qu'elle redonne aux usagers, « l'espoir d'un service ferroviaire digne de notre temps et de notre pays » comme tu l'as si bien dit, cher Claude Malhuret, devant le Sénat.

J'ajoute que le choix d'Emmanuel Macron d'appeler au gouvernement des personnalités de droite à commencer par le Premier ministre Edouard Philippe, nous conforte dans notre détermination.

Toutefois, je le redis, nous voulons rester libres, libres d'agir.

Ainsi nous pensons qu'il est indispensable de faire davantage confiance aux élus locaux, à commencer par les maires, cher Alain Chrétien, alors même que les décisions gouvernementales démontrent trop souvent une recentralisation.

Oui, indispensable de s'appuyer sur les richesses territoriales, qu'elles soient urbaines, rurales, périurbaines, ultra-marines ou issues de l'expérience des Français de l'étranger.

Indispensable de faire davantage confiance aux corps intermédiaires, à ces forces vives qui, si elles sont associées aux réformes, les amplifieront au bénéfice de tous.

Cette confiance est une condition essentielle à la transformation du pays.

Alors oui, nous l'affirmons, il existe un espace politique important, pas qu'un « trou de souris », cher Claude Malhuret, entre La République en Marche et les Républicains, un espace pour défendre et incarner nos idées, avec courage, responsabilité et détermination, un espace pour un parti de proposition et non d'opposition stérile. Tout simplement, un espace pour Agir.

Agir est le parti de la droite pro-européenne, libérale et humaniste.

La droite pro-européenne, qui voit dans la refondation de la construction européenne, le moyen de renforcer notre souveraineté.

La droite libérale, qui voit dans le rétablissement de la croissance et du plein emploi, les fondements d'un ordre social plus durable et plus juste.

La droite humaniste, qui voit dans l'épanouissement de la personne humaine, dans la défense de sa liberté et de sa dignité la finalité de toute politique.

C'est bien pour réaliser cette ambition, chers amis, que nous devons réaffirmer chaque jour notre attachement à trois grands principes : la liberté, la responsabilité et l'autorité.

La liberté !

Oui, nous croyons à la liberté, à la liberté d'entreprendre, d'innover, à la valeur-travail, au mérite, à la valorisation de la réussite.

Ne nous replions pas sur nous-mêmes, mais ayons un esprit de conquête.

Nous en sommes convaincus : la prospérité économique est nécessaire à la réussite de tout projet politique.

Seule une économie forte, cher Emmanuel Capus, nous permettra de rétablir la place de la France dans le monde et de combler nos déficits pour garantir notre souveraineté.

Seule une économie forte nous permettra d'investir dans une croissance durable, d'améliorer le niveau de vie de nos compatriotes et de bâtir une société plus juste dans un environnement plus sain.

C'est pour cela qu'il faut libérer les énergies individuelles et collectives de ces forces vives de la nation. Libérons les entrepreneurs, les commerçants, les agriculteurs, cher Antoine Herth, les artisans, du poids excessif des charges et des procédures administratives. Baissons la fiscalité qui pèse sur nos entreprises et nos compatriotes.

J'entends parfois qu'il faudrait impulser « un rééquilibrage à gauche » de la politique du Gouvernement... Mais bien au contraire !

Nous sommes, nous, chez Agir, déterminés à veiller à la mise en œuvre des réformes que nous, à droite, avons toujours désirées :

La fin du matraquage fiscal, notamment des classes moyennes, est une priorité : c'est la raison pour laquelle nous nous sommes opposés fermement à la hausse de la CSG.

Réduisons vraiment les déficits publics en recentrant l'Etat sur ses missions régaliennes, en modernisant l'administration et en diminuant le nombre de fonctionnaires, bien sûr en garantissant des services publics de qualité sur tout le territoire.

La réduction des déficits publics est essentielle, indispensable, chère Lise Magnier, indispensable pour rétablir la compétitivité de notre économie, indispensable pour assumer notre responsabilité vis-à-vis des générations futures.

Nous devons agir, pour que le gouvernement d'Edouard Philippe aille plus loin et plus vite dans les réformes dont le pays a besoin. Les Françaises et les Français ont déjà bien trop attendu pour accepter des demies-mesures.

Nous voulons défendre les libertés fondamentales, les libertés de l'individu, la liberté d'exprimer ses opinions, la liberté de penser, la liberté de croire ou de ne pas croire : tous ces combats essentiels que nous n'avons pas fini de mener.

Nous voulons recréer les conditions d'une société apaisée, fondée sur le respect des différences, mais aussi sur le respect du droit, où chacun puisse s'épanouir et trouver sa place, dans le respect des lois et des valeurs de la République.

Notre attachement au principe de liberté, mes chers amis, a pour corollaire un attachement indéfectible au principe de responsabilité, responsabilité de l'État, responsabilité de l'individu, responsabilité collective. Car il n'y a pas de liberté sans responsabilité.

La responsabilité de l'Etat, est de moderniser les outils de notre modèle social, pour les rendre plus efficaces et pérenniser ainsi la solidarité nationale pour laquelle tu te bats, chère Agnès Firmin - Le Bodo.

La France est parfois décrite comme un pays d'enfants gâtés réfractaires au changement, un pays qui vit au-dessus de ses moyens, en maintenant un niveau d'indemnisation du chômage, de remboursement des dépenses de santé ou de montant des retraites trop élevé.

Non, je vous l'assure, notre système n'est pas trop généreux, mais nous ne pouvons plus accepter qu'il soit mal ciblé, mal géré et que certains en abusent. Comment expliquer que les chiffres du chômage restent aussi hauts alors qu'un nombre toujours plus élevé d'entreprises ne parvient pas à embaucher ? Comment expliquer que des retraités qui ont cotisé toute leur vie, en travaillant dur, n'aient pas aujourd'hui les moyens de se soigner, de se loger, ou même parfois de vivre dignement ?

Dans une France où un Français sur cinq vit en-dessous du seuil de pauvreté, il faut cibler les aides vers ceux qui en ont le plus besoin.

C'est pourquoi, d'ailleurs, cher Frédéric Lefebvre, nous soutenons la volonté du gouvernement de fusionner les aides sociales, mais nous serons très vigilants sur les modalités effectives de mise en œuvre de cette réforme et nous veillerons à ce que la lutte contre la fraude soit renforcée. Nous ne pouvons tolérer, non, nous ne pouvons plus tolérer, l'impunité de ceux qui trichent.

Je le dis aujourd'hui : nous devons agir, ensemble, pour construire une société plus juste, une société fondée sur l'égalité des chances, une société qui n'oublie personne et rende possible la réussite de chacun.

Une société de l'engagement. Permettez-moi de vous donner un exemple de ce qui nous anime, celui de ta proposition de loi, cher Paul Christophe, reprise et portée par notre groupe à l'assemblée nationale, puis soutenue par notre groupe au Sénat sur l'extension du dispositif des aidants familiaux aux personnes dépendantes ou souffrantes de handicap.

Son adoption permet à des salariés de donner, dans leur entreprise, des jours de congés à des collègues qui ont besoin de temps pour s'occuper de leurs parents ou de proches handicapés. Un formidable dispositif au service de la fraternité !

Oui, chaque citoyen a une responsabilité vis-à-vis de lui-même et vis-à-vis du corps social. Si les citoyens disposent de droits, ils ont aussi des devoirs. Il faut insuffler chez nos compatriotes, notamment les plus jeunes, les idées de partage, de fraternité, d'altruisme, d'engagement.

De nombreux citoyens et de nombreuses associations œuvrent chaque jour en France, pour lutter contre l'isolement des personnes âgées, pour soigner ceux qui souffrent, pour accueillir ceux qui ont fui les conflits et les persécutions, pour permettre aux personnes en situation de handicap, de mener une vie heureuse et digne, ou aux élèves en difficulté de mieux réussir.

C'est parce que nous croyons à l'importance de leur engagement que nous voulons agir à leurs côtés, en leur donnant les moyens de remplir leur mission.

La responsabilité dont nous sommes les tenants est individuelle, mais elle est aussi collective.

Nous n'avons pas le choix : nous devons apporter aux grands défis du monde des solutions concrètes.

Il nous faut accélérer la transition écologique, cher Jérôme Bignon, en inventant des solutions nouvelles et responsables dans nos façons de produire, de consommer et de nous déplacer.

Pour autant, nous refusons d'opposer transition écologique et prospérité économique. Nous devons faire de la croissance verte l'un des premiers défis de l'innovation.

Nous voulons faire de la France un leader mondial des énergies renouvelables, du retraitement des déchets et des nouvelles mobilités. Cela passe par une détermination sans faille, mais aussi par un engagement de terrain.

J'ai vu avec mon expérience de maire de Coulommiers que nous pouvons aussi avoir une réponse locale à des enjeux globaux. Ici en Seine-et-Marne, l'investissement considérable qui a été mobilisé dans l'énergie géothermale et l'accompagnement résolu du développement des filières agricoles innovantes comme le chanvre sont autant de réponses locales aux défis climatiques et environnementaux.

Il nous faut être au rendez-vous de la révolution numérique. Ton combat, chère Laure de la Raudière ! Nous ne devons plus subir la loi des Google, Amazon et autres GAFAN et déplorer que les géants du net puissent s'affranchir de l'impôt et des règles.

Quelle stratégie numérique voulons-nous pour la France et l'Europe ? Nous devons développer les usages, les pratiques et l'accessibilité numérique sur l'ensemble du territoire. C'est un enjeu d'égalité d'abord, parce qu'il s'agit de lutter contre la fracture numérique, c'est un enjeu économique ensuite, parce qu'il s'agit de développer nos entreprises. Saisissons les opportunités de ce défi du numérique !

Et c'est un enjeu de libertés individuelles, car nous devons pouvoir garder la maîtrise de nos données personnelles.

Enfin, il est de notre responsabilité de répondre de façon juste et efficace au défi migratoire, dont nous avons parlé lors de la table ronde « Europe ».

En développant d'abord une politique commune, de contrôle et d'accueil des réfugiés, à l'échelle européenne. Nous ne pouvons pas laisser les frontières de l'Europe aussi poreuses qu'aujourd'hui.

Nous devons limiter le nombre d'arrivées, à la mesure de ce que nous sommes capables d'intégrer. Nous devons garantir un retour effectif et c'est difficile, des déboutés du droit d'asile et nous mobiliser pour l'intégration de celles et ceux qui sont dans notre pays, pour faire de leur présence une vraie richesse pour la France. C'est possible !

Pour cela, je crois qu'il est nécessaire de reconnaître les faillites passées de notre modèle d'intégration. J'en vois trois grandes causes :

Premièrement, nous n'avons pas été assez fermes sur les grands principes qui fondent le fait de vivre en France : la laïcité, l'égalité homme-femme, nous devons nous toujours et encore nous battre pour le droit des femmes, pour le respect des lois de la république.

Nous n'avons pas été assez clairs sur le fait que vivre en France impliquait des devoirs et en premier lieu la volonté de s'intégrer, la volonté de travailler pour être indépendant et contribuer à la prospérité du pays.

Nous sommes restés trop pudiques sur ce que nous sommes, sur notre culture, sur notre histoire, sur la force du génie français, trop pudiques sur la grandeur de la France. Comme le rappelait le général de Gaulle « la France ne peut être la France sans la grandeur ».

Enfin, nous n'avons pas suffisamment valorisé les talents, la créativité, l'envie de réussir portée par ceux qui ont choisi la France comme nouvelle patrie.

Pour répondre de façon juste et équitable au défi migratoire, il faut aussi et surtout s'attaquer au problème à la source : c'est en renforçant, notamment en Afrique, cher Vincent Ledoux, nos partenariats économiques, éducatifs, culturels et sportifs que nous ferons du développement de ce continent un outil efficace de régulation des flux migratoires. Des accords nouveaux avec l'Afrique doivent poser les bases de son développement : des projets de coopération innovants

et le renforcement de la sécurité juridique permettront notamment l'investissement durable dans la croissance du continent.

Pour relever les défis que je viens d'évoquer, nous aurons besoin d'un État fort, un État dont l'autorité est restaurée.

Nous en sommes persuadés, l'Etat ne retrouvera son autorité qu'à condition de se montrer efficace dans la réalisation de ses missions premières.

L'extension abusive des champs d'intervention de l'État pénalise toujours plus sa capacité d'action. Pour refonder son autorité, il est donc urgent de recentrer son action sur ses fonctions régaliennes en renforçant les moyens de la justice, des forces de sécurité et des forces armées. Nous souhaitons le rétablissement d'un État fort, un Etat qui nous protège du terrorisme mais aussi de la délinquance quotidienne, un Etat qui ne tolère aucune exception au respect des règles.

Rétablir l'autorité de l'État, c'est s'attaquer en profondeur à deux chantiers :

Celui de la justice tout d'abord, cher Louis Vogel. L'engorgement des tribunaux et la surpopulation carcérale ne doivent pas justifier un laxisme qui n'est plus tolérable. Nous devons réaffirmer l'état de droit, faire appliquer les peines, toutes les peines.

Disons-le : nous devons faire de la justice une priorité, alors qu'elle a tant fait l'objet de coupes budgétaires inopportunes dans le passé.

Second chantier. Celui de l'éducation nationale, chère Colette Mélot.

Avec la famille, l'école doit redevenir le lieu d'apprentissage de l'autorité, si on veut qu'elle reste -certes- un lieu d'acquisition des connaissances et de valorisation du mérite, mais également un lieu d'apprentissage du vivre ensemble et des valeurs républicaines. Nous devons revaloriser le rôle des professeurs et leur donner les moyens de l'ambition qu'ils portent.

La liberté, la responsabilité et l'autorité, mes chers amis, sont les bases d'une société solide et juste. Notre combat est de les défendre. Notre combat est d'agir pour elles !

Pour mener ce combat à bien, nous devons orienter notre action dans trois directions :

Agir doit tout d'abord permettre à ceux qui partagent notre engagement, de se retrouver au service de leurs idées et de la France. Une campagne d'adhésion sera lancée dans les prochains jours, je compte sur vous pour la relayer.

Agir valorisera particulièrement l'engagement citoyen et les actions collaboratives, nous distinguant ainsi du culte du chef, propre à La République En Marche ou de la loi du silence imposée aux Républicains par son président.

Avec vous, Agir va contribuer au débat public, en élaborant un corpus cohérent d'idées et même plus largement, un véritable projet de société, cher Olivier Becht, qui puisse fixer

un cap à notre pays, définir un nouveau contrat social et redonner du sens à l'action publique. Les cofondateurs vont entreprendre un tour de France pour aller à votre rencontre. Partager, échanger, écouter, dialoguer, expliquer, convaincre : voilà ce que doit être une gouvernance moderne.

Enfin, nous devons être au rendez-vous des urnes. Nous sommes un parti politique, nous présenterons donc des candidats à toutes les élections : les municipales, cher Pierre-Yves Bournazel, les départementales, les régionales, mais aussi les élections européennes de mai prochain.

Nous défendrons nos idées dans le débat qui s'ouvre en proposant un projet fort et ambitieux pour l'Europe. Car nous croyons, comme toi, cher Alain, que « dans ce monde dangereux, l'Europe est plus nécessaire que jamais ».

Devant les menaces extérieures et les périls internes, la résignation ou le repli sur soi ne peuvent être la solution.

Face aux grands Etats-continentaux, notre mission est de construire une Europe forte et soudée : nous sommes plus forts si nous sommes soudés.

Devant les menaces des extrêmes qui veulent détruire l'Union, nous devons tenir bon, sans jamais transiger sur les valeurs européennes : le respect de la dignité humaine, de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de l'Etat de droit ainsi que le respect des droits de l'homme.

Comment tolérer que ces valeurs soient piétinées par un homme, Viktor Orbán, à la tête d'un grand pays européen, tu en as parlé tout à l'heure cher Alain Lamassoure, patrie d'Imre Kertész et de Sandor Marai ? Comment accepter que de tels agissements soient cautionnés par certains des Républicains alors même qu'une large majorité du Parlement européen, dont nombre de députés de droite dans d'autres pays, a eu le courage d'engager, cette semaine, une procédure pouvant entraîner des sanctions contre Viktor Orbán et son gouvernement, du fait de leurs atteintes à l'Etat de droit ?

J'accuse le Président des Républicains et certains députés européens LR, d'inconséquence !

Ceux-là même qui n'ont pas eu le courage de dénoncer les dérives anti-démocratiques du Premier ministre hongrois, se mettant ainsi au banc de la droite démocratique européenne. Ce courage, nous l'incarbons, chère Tokia Saïfi.

Il y a décidément deux droites : la droite qui voit dans l'Europe une menace et qui est prête à tout pour asseoir son pouvoir, et l'autre droite, la nôtre, qui y voit une chance et qui ne transigera jamais sur les principes démocratiques.

Oui, deux droites, celle des irresponsables et des populistes qui jouent avec le feu ; et la nôtre, qui, consciente de notre histoire, veut défendre le projet européen et construire l'Europe de demain.

Mes chers amis, nous avons une responsabilité immense, celle de ne pas oublier le don inestimable des Pères fondateurs de l'Europe qui avaient su, malgré les guerres fratricides du continent, dépasser les différences pour s'unir dans la diversité et construire l'Europe de la paix.

Ils savaient que nous avons tant en partage, nous Européens, héritiers des mêmes valeurs, héritiers d'un patrimoine commun.

Car, rappelons-le, en ces Journées européennes du patrimoine, oui, l'Europe a un patrimoine en commun : c'est en parcourant l'Europe gréco-romaine, l'Europe des châteaux, l'Europe des clochers, l'Europe de l'Art nouveau ou encore l'Europe des usines, que nous prenons conscience de cette culture partagée, qui nous unit plus qu'elle nous sépare.

Soyons fiers de cette culture européenne autant que nous devons être fiers de notre culture française.

Réaffirmons ensemble l'Europe de la paix, pour construire un avenir serein pour nos enfants. Ce n'est pas moins d'Europe qu'il faut, c'est une Europe en capacité d'agir.

C'est la raison pour laquelle, nous voulons bâtir un projet européen ambitieux, je sais à quel point tu y es attachée, chère Fabienne Keller. Un projet européen ambitieux pour rendre l'Union européenne plus efficace ; nous allons le bâtir avec vous, ce projet, dans une démarche collaborative, en nous appuyant sur vos initiatives.

Le moment venu, nous prendrons notre décision ensemble de conduire une liste Agir autonome, ou de la construire avec des partenaires pro-européens. Nous sommes constructifs, nous ferons ce choix en fonction de trois critères : l'affirmation de nos idées, l'intérêt de la France et la défense de l'Europe.

Chers amis, je vous remercie de nouveau de votre présence et de votre mobilisation.

Nous sommes à la croisée des chemins.

Avec la fondation d'Agir, c'est une page nouvelle de l'histoire de la droite, une page nouvelle de l'histoire politique de notre pays que nous ouvrons ensemble.

Soyons fiers de ce que nous sommes.

Soyons fiers de ce que nous accomplissons, au service de nos idées et de nos valeurs, au service de la France, au service de l'Europe.

Cher Alain Juppé,

Chez Agir nous aimons Montesquieu, un autre Bordelais célèbre.

Montesquieu, nous dit :

*« Pour faire de grandes choses, il ne faut pas être un génie,
Il ne faut pas être au-dessus des hommes,
Il faut être parmi eux. »*

Voilà l'ambition d'AGIR :

Être parmi vous,

Être parmi les français, en France, et en Europe.

Nous ne ferons rien de bien, si nous ne sommes pas parmi et avec les Français.

Voilà le chemin que nous vous proposons.

Et nous avons besoin de chacun d'entre vous pour réussir.

Vive la République, Vive la France, Vive l'Europe.